



UNITED NATIONS

Press Release

HAUT-COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME : LES PERSONNES DÉPLACÉES AU DARFOUR VIVENT DANS DES « PRISONS SANS MURS »

27 septembre 2004

KHARTOUM, 25 septembre -- La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Louise Arbour, a déclaré aujourd'hui que les très nombreuses personnes déplacées au Darfour continuent de vivre dans la peur et craignent de retourner dans leurs foyers car elles ne font pas confiance aux autorités pour les protéger des violences.

La Haut-Commissaire et le Conseiller spécial du Secrétaire général sur la prévention du génocide, M. Juan Méndez, ont effectué la semaine dernière une visite dans cette région de l'ouest du Soudan ainsi qu'à Khartoum pour étudier les mesures qui pourraient être prises dans l'immédiat pour améliorer la protection de tous les civils au Darfour, en portant une attention particulière aux plus vulnérables, en particulier les personnes déplacées dans leur propre pays. Mme Arbour et M. Méndez remettront la semaine prochaine un rapport et des recommandations au Secrétaire général, et prendront la parole devant le Conseil de sécurité.

Mme Arbour a souligné que les quelque 1,45 million de personnes déplacées du Darfour «vivent dans des prisons sans murs». La mission a entendu des témoignages qui traduisent un sentiment généralisé d'insécurité. Les personnes déplacées ne peuvent envisager un retour dans leurs foyers car elles n'ont pas confiance que le Gouvernement soudanais les protégera, estimant, au mieux, qu'il ne répondra pas de façon adéquate à leurs préoccupations et, au pire, qu'ils sont complices des responsables des violences, notamment les groupes armés et les milices généralement désignées comme les janjawids.

La Haut-Commissaire et M. Méndez ont constaté une différence importante de perception de la situation entre, d'une part, les autorités soudanaises et, d'autre part, les personnes déplacées, les organisations internationales et les groupes non gouvernementaux nationaux et internationaux. La façon dont les autorités voient la situation est visiblement «déconnectée», a déclaré Mme Arbour, comme en témoigne en particulier le déni officiel s'agissant de l'étendue et de la gravité des viols et de la violence sexuelle dont sont victimes les femmes du Darfour.

Des femmes violées ont parlé de la honte qu'elles ressentent, mais il est temps que la honte passe du côté des auteurs de ces crimes et de ceux qui permettent qu'ils se produisent, a déclaré la Haut-Commissaire.

Mme Arbour a par ailleurs souligné que, si une solution durable à la crise dépend d'un règlement politique entre les parties belligérantes, des mesures peuvent et doivent être prises dès à présent

afin de mieux protéger les personnes déplacées et la population du Darfour en général.

M. Méndez a pour sa part indiqué que Mme Arbour et lui-même préparent actuellement un plan d'action et des recommandations à l'intention de la communauté internationale. Il a ajouté que la présence internationale a amélioré la situation en matière de sécurité au Darfour et qu'un renforcement de cette présence, notamment l'envoi d'observateurs des droits de l'homme, pourrait contribuer à prévenir de nouvelles violations massives.

La Haut-Commissaire et le Conseiller spécial sont arrivés à Khartoum le 18 septembre avant de se rendre à El Fashir, dans le Nord-Darfour, à Nyala dans le Sud-Darfour, et à El Genina, dans l'Ouest-Darfour. Ils ont visité des camps de personnes déplacées dans ces trois États et se sont entretenus avec des personnes déplacées, des habitants des régions concernées et des responsables du Gouvernement central et des trois États, ainsi que des représentants des institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations de secours, et des organisations non gouvernementales locales et internationales. Mme Arbour et M. Méndez ont salué les efforts de toutes ces organisations qui font une contribution essentielle à l'amélioration d'une situation dramatique.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter José Luis Diaz; téléphone portable :+41 79 217 3009 / +41 79 217 3009 ; téléphone :+41 22 917 9242 +41 22 917 9242

courriel : jdiaz@ohchr.org

* * * * *